

*Article 21 du Règlement*

Je prie instamment le ministre de s'enretenir avec les représentants de la Fédération, de leur transmettre toute la documentation pertinente et d'instituer une enquête parlementaire approfondie sur l'activité du SCRS. Étant donné la liste croissante d'allégations graves et le peu de confiance que les Canadiens manifestent envers le service et le ministre, rien de moins ne serait acceptable.

\* \* \*

**LES PARTIS POLITIQUES****LA POSITION DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE SUR LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES AVEC LES ÉTATS-UNIS**

**M. Gerry St. Germain (Mission—Port Moody):** Monsieur le Président, les gens de Mission—Port Moody, et même tous les citoyens de la Colombie-Britannique, sont troublés par les déclarations récentes des députés néo-démocrates et leurs collègues itinérants au sujet de l'initiative courageuse du premier ministre (M. Mulroney) en matière de commerce avec les États-Unis. Leur attitude trahit le fait que ces socialistes sont indifférents, repliés sur eux-mêmes et incapables de gouverner.

Le premier ministre a engagé des négociations commerciales avec les États-Unis pour le bien de tous les Canadiens, en dépit d'incroyables obstacles. Notre premier ministre a une ambition: que toutes les régions et tous les Canadiens partagent la richesse et la prospérité qu'un accord fructueux sur le commerce pourrait nous apporter. Il est doué de la prévoyance qui faisait dire à lord Macauley, il y a plus d'un siècle: «Le libre-échange, l'un des plus grands bienfaits qu'un gouvernement puisse accorder à un peuple, est impopulaire dans presque tous les pays.»

Je prie tous les députés et même tous les Canadiens d'encourager le premier ministre à poursuivre vigoureusement cet objectif avec toute l'intensité, le courage et la sagesse dont il a fait preuve jusqu'ici dans l'exercice de ses fonctions de premier ministre du Canada.

\* \* \*

**L'AGENCE DES PERSPECTIVES DE L'ATLANTIQUE****L'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS**

**M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent):** Monsieur le Président, la région atlantique du Canada s'inquiète de voir le gouvernement fédéral se livrer à de nouvelles manigances sans se préoccuper le moins du monde de son développement économique.

Tout récemment, la Chambre de commerce des provinces atlantiques demandait au premier ministre (M. Mulroney) l'assurance que les programmes de développement régional déjà en place comme le Programme Entreprise Atlantique, et les ententes auxiliaires de l'ADER seront maintenus et ne perdront pas de fonds au profit de l'Agence des perspectives de l'Atlantique. Ces gens craignent que les 200 millions de dollars prévus au budget annuel de l'Agence ne soient les seuls fonds accordés pour le développement économique. La Chambre, tout comme nous, salue la création de l'Agence mais désire

l'assurance que les fonds qui lui sont accordés sont véritablement de nouveaux crédits débloqués et ne sont pas le simple résultat d'un transfert.

● (1405)

Mon parti et moi-même partageons les inquiétudes de la Chambre de commerce des provinces atlantiques. Nous constatons que les conservateurs consacrent de moins en moins d'énergie au développement régional, ce que nous jugeons tout à fait inacceptable.

\* \* \*

[Français]

**LA DÉFENSE NATIONALE****LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT**

**M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est):** Monsieur le Président, permettez-moi d'insister pour dire que la politique de défense du parti progressiste conservateur est une politique réaliste, au plan économique, si on se réfère au 9.4 p. 100 des sommes réservées aux activités militaires sur l'ensemble des prévisions budgétaires pour l'année 1987-1988. Ces chiffres sont en-deça des pourcentages retenus par les autres pays membres de l'OTAN pour des étendues de territoires peu comparables, si on se réfère au pourcentage de cette prévision de 9.4 p. 100 réservé à la surveillance, à la défense de nos eaux territoriales, à l'achat d'équipements, au personnel, à l'entraînement pour les opérations de nos forces sur notre territoire ou hors du pays, en mission de paix.

Je veux insister ici sur le réalisme de notre politique de défense en soulignant que les coûts encourus pour respecter nos engagements envers l'OTAN sont très raisonnables, et ce, d'autant plus qu'il faut se rappeler que des sommes importantes sont dépensées, ici, en territoire canadien, par les autres pays membres pour l'entraînement de leurs forces.

La politique de notre gouvernement pour la défense de notre pays est réaliste et jamais un autre parti n'en a proposé une d'une telle qualité. J'exprime d'ailleurs, monsieur le Président, des doutes sérieux quant à la politique de défense préconisée par le Nouveau parti démocratique.

Une politique qui préconise un Canada seul et isolé dans la réalité politique et militaire d'aujourd'hui n'a pas de sens. A mes yeux, monsieur le président, NPD signifie: Non pour la défense!

\* \* \*

[Traduction]

**L'AGRICULTURE****LE CLASSEMENT DES VIANDES PAR CATÉGORIES**

**M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre):** Monsieur le Président, depuis qu'il a pris le pouvoir, le gouvernement a profondément modifié la politique d'inspection des viandes. Au lieu de recourir à des fonctionnaires du ministère, il a préféré confier de plus en plus au personnel des entreprises le soin d'apposer le sceau de qualité qui jouit d'une importance cruciale. Ces sceaux sont essentiels, en effet, pour marquer la qualité des viandes.